Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio
N°1379 le 27 avril 2025

Dans ce numéro

Vingt-six touristes tués après une attaque terroriste dans une localité pittoresque du Cachemire indien...
(Page 2)

Un haut gradé de l'armée russe tué dans l'explosion d'une voiture dans l'est de la région de Moscou...
(Page 3)

Le quatrième satellite espion sud-coréen placé sur orbite avec succès...
(Page 4)

La guerre hybride russe contre l'Europe aurait déjà débuté selon un journaliste bulgare…
(Page 5)

Le déploiement au Japon de bombardiers stratégiques américains B-1B vivement critiqué par la Corée du Nord...
(Page 6)

Importante fuite de données après une cyberattaque ayant visé le Sud-Coréen SK Telecom...
(Page 7)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité. Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

Après l'attentat de Pahalgam, l'Inde suspend le Traité des eaux de l'Indus avec le Pakistan...
L'Inde a annoncé une série de mesures contre le Pakistan après que vingt-six personnes ont été tuées dans la partie du Cachemire sous contrôle indien. Un groupe qui serait lié aux extrémistes islamiques au Pakistan a revendiqué la responsabilité de la fusillade de masse de mardi. « L'Inde suspend le Traité des eaux de l'Indus avec son voisin sur le partage des eaux du fleuve » a déclaré le secrétaire indien aux Affaires étrangères, Vikram Misri, lors d'une conférence de presse, ajoutant que les conseillers militaires pakistanais seront également expulsés du pays. « Les liens transfrontaliers de l'attaque terroriste ont été mis en évidence » a déclaré Vikram Misri. La police indienne enquête sur cette attaque. Pour elle, il s'agit d'un acte terroriste.
(Radio Japon international, le 24-04-2025)

La modernisation des forces nucléaires américaines coûterait 95 milliards de dollars par an...
Les frais de modernisation et d'exploitation de l'arsenal nucléaire des États-Unis prévus pour 2034 devraient s'élever à 946 milliards de dollars selon un nouveau rapport du Bureau du budget du Congrès américain (CBO). La projection du CBO porte sur la période 2025-2034 et se fonde sur les demandes de budget pour l'exercice 2025 du département de la Défense et du département de l'Énergie, présentées en mars 2024. Comme indiqué dans le budget de l'exercice 2025 et les documents connexes, le fonctionnement et la modernisation des forces nucléaires américaines coûteraient en moyenne 95 milliards de dollars par an sur une période de dix ans. La nouvelle projection est 25% plus élevée que l'estimation de l'année dernière et exclut un dépassement de coût de 81% du programme de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) *Sentinel*. Une telle hausse risquerait d'entraver les efforts des législateurs pour porter le budget militaire américain à 1 000 milliards de dollars d'ici à 2026, une promesse du président américain Donald Trump. Toutefois, Trump serait réticent à l'idée de développer de nouvelles armes nucléaires et aurait plutôt manifesté son intérêt pour la négociation d'un accord global sur les armes avec d'autres pays, estiment les analystes. Le budget nucléaire relève de la responsabilité conjointe du département de la Défense et du département de l'Énergie, et la prise de décisions à ce sujet est un véritable défi pour les législateurs américains qui s'efforcent de moderniser les forces nucléaires vieillissantes des États-Unis afin de maintenir un niveau de compétitivité élevé à l'échelle mondiale. Par ailleurs, les experts estiment que l'augmentation des dépenses soulève des défis pour les futurs budgets de défense et complique les efforts diplomatiques avec la Russie et la Chine en matière de contrôle des armements.
(Press TV, le 25-04-2025)

… TERRORISME …

Vingt-six touristes tués après une attaque terroriste dans une localité pittoresque du Cachemire indien...

Vingt-six personnes ont été tuées et dix-sept blessées lorsque des militants présumés ont ouvert le feu sur des touristes dans le territoire indien du Jammu-et-Cachemire a indiqué la police. Il s'agit de la pire attaque de ce type survenue dans le pays depuis près de deux décennies. L'attaque a eu lieu mardi dans la destination populaire de Pahalgam, dans le pittoresque territoire fédéral himalayen qui a connu une résurgence du tourisme de masse alors que la violence des insurgés a diminué ces dernières années. Il s'agit de la pire attaque contre des civils en Inde depuis la fusillade de Mumbai en 2008, au cours de laquelle plus de 160 personnes ont été tuées. Le Premier ministre Narendra Modi a écourté sa visite de deux jours en Arabie saoudite et est rentré à New Delhi mercredi matin. La ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, a également écourté sa visite aux États-Unis et au Pérou « pour être aux côtés de nos peuples en cette période difficile et tragique » a indiqué son ministère. L'attaque a eu lieu dans une prairie en dehors de la route et parmi les morts figuraient vingt-cinq Indiens et un ressortissant népalais a indiqué la police. Un groupe militant peu connu, la Résistance du Cachemire, a revendiqué l'attaque sur les réseaux sociaux. Il a exprimé son mécontentement face à l'installation de plus de 85 000 étrangers dans la région, provoquant un changement démographique. Mercredi, plus d'une douzaine d'organisations locales ont appelé à un confinement sur le territoire fédéral pour protester contre l'attaque contre les touristes, dont le nombre croissant a aidé l'économie locale. De nombreuses écoles ont également suspendu les cours pour la journée en signe de protestation. Les compagnies aériennes ont opéré des vols supplémentaires au départ de Srinagar, la capitale d'été du territoire, alors que les visiteurs se précipitaient hors de la région, ont déclaré des responsables. La région himalayenne, entièrement revendiquée, mais en partie gouvernée par l'Inde et le Pakistan, est en proie à des violences militantes depuis le début d'une insurrection anti-indienne en 1989. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, même si la violence a diminué ces dernières années. L'Inde a révoqué le statut spécial du Cachemire en 2019, divisant l'État en deux territoires administrés par le gouvernement fédéral : le Jammu-et-Cachemire et le Ladakh. Cette mesure a permis aux autorités locales d'accorder des droits de résidence à des étrangers, leur permettant ainsi d'accéder à des emplois et d'acquérir des terres sur le territoire. Cela a entraîné une détérioration des relations avec le Pakistan, qui revendique également la région. Ce différend a suscité une vive animosité et un conflit militaire entre les deux voisins dotés de l'arme nucléaire. Les attaques visant des touristes au Cachemire sont rares. Le dernier incident meurtrier remonte à juin 2024, lorsque au moins neuf personnes ont été tuées et trente-trois blessées après qu'une attaque de militants a provoqué la chute d'un bus transportant des pèlerins hindous dans une gorge profonde.
(Radio Nouvelle-Zélande, le 23-04-2025)

L'attentat de Pahalgam revendiqué par le Front de la résistance affilié au groupe terroriste pakistanais Lashkar-e-Taiba...

Vingt-six touristes, dont un Italien et un Israélien, ont été tués le 22 avril lors d'une attaque dans le village de Pahalgam, situé dans le territoire de l'Union du Jammu-et-Cachemire, au nord de l'Inde. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier survenu dans la vallée du Cachemire depuis plusieurs années. Six hommes armés, dont deux formés au Pakistan, ont ouvert le feu sur des touristes rassemblés près des restaurants ou en excursion, avant de prendre la fuite. Le Front de la résistance, affilié au groupe terroriste pakistanais Lashkar-e-Taiba, a revendiqué l'attaque. La présidence et le gouvernement indiens ont immédiatement condamné l'attentat. Le Premier ministre Narendra Modi, rentré précipitamment d'Arabie saoudite, a exigé une riposte sécuritaire exemplaire. Le président russe Vladimir Poutine a exprimé sa solidarité avec l'Inde et réaffirmé son engagement contre le terrorisme mondial. Aucun ressortissant vietnamien n'a été recensé parmi les victimes.
(La voix du Vietnam, le 23-04-2025)

Attentat de Pahalgam : l'Inde appelle les Pakistanais à quitter le pays et suspend la délivrance de visas...

En Asie, le torchon brûle à nouveau entre l'Inde et le Pakistan à la suite d'une attaque meurtrière, une attaque survenue mardi dans la région disputée du Cachemire. Un attentat, dont New-Delhi impute la responsabilité à Islamabad, a causé la mort de vingt-six civils. Au moins trois tireurs, selon la police indienne, ont ouvert le feu lors de cette attaque, la plus meurtrière visant des civils depuis 2000. Depuis, la tension ne cesse de monter. Le traité du partage des eaux du fleuve Indus a été suspendu

par l'Inde qui a aussi annoncé la suspension immédiate de la délivrance des visas aux Pakistanais. L'Inde demande tout simplement à tous les citoyens pakistanais de quitter son territoire. Quasi simultanément le Pakistan a annoncé fermer sa frontière et son espace aérien à New-Delhi tout en déclarant persona non grata plusieurs diplomates indiens et en annulant les visas de ressortissants indiens. Le Cachemire, région située dans l'Himalaya, connue pour ses paysages grandioses et ses ressources hydrauliques, a été partagée entre l'Inde et le Pakistan en 1947. Les deux pays continuent depuis de se disputer l'ensemble du territoire.
(Deutsche Welle, le 24-04-2025)

Les visas des Pakistanais présents en Inde en passe d'être annulés...
Dans une déclaration faite dans l'après-midi du 24 avril, le ministère indien des Affaires étrangères a annoncé que tous les visas actuellement valides délivrés par l'Inde aux citoyens pakistanais seraient annulés à compter du 27 avril, à l'exception des visas médicaux qui resteront valides jusqu'au 29 avril. Le ministère a également indiqué que tous les citoyens pakistanais actuellement en Inde devaient quitter le pays avant l'expiration de leur visa. Parallèlement, les citoyens indiens sont invités à éviter de voyager au Pakistan et ceux qui s'y trouvent déjà sont priés de rentrer en Inde dès que possible. De son côté, le gouvernement pakistanais a averti que toute tentative de l'Inde de détourner les eaux légitimes appartenant au Pakistan sur le fleuve Indus serait considérée comme un acte de guerre. Cette déclaration fait suite à l'annonce indienne du 23 avril concernant la suspension immédiate du Traité des eaux de l'Indus, en vigueur depuis plus de six décennies. Le Pakistan a également annoncé la fermeture immédiate du poste-frontière de Wagah, reliant la province du Pendjab à l'Inde. En outre, le Pakistan a annulé tous les visas délivrés aux citoyens indiens dans le cadre du Programme de dispense de visa de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), à l'exception des pèlerins sikhs. Les citoyens indiens actuellement au Pakistan sous ce régime de visa sont priés de rentrer dans les 48 heures. Enfin, l'espace aérien pakistanais est immédiatement fermé à toutes les compagnies aériennes détenues ou exploitées par l'Inde. Toutes les activités commerciales avec l'Inde, y compris celles passant par des pays tiers via le Pakistan, sont également suspendues immédiatement.
(La voix du Vietnam, le 25-04-2025)

Échange de tirs entre armées indienne et pakistanaise le long de la Ligne de contrôle...
Un responsable du Cachemire sous administration pakistanaise a confirmé qu'un échange de tirs avait eu lieu cette nuit le long de la Ligne de contrôle qui sépare l'Inde et le Pakistan, dans la vallée de Leepa. C'est ce qu'a déclaré Achfaq Gilani, un haut responsable du gouvernement du Cachemire sous administration pakistanaise à l'agence de presse *AFP*. Il a assuré qu'il n'y avait pas eu de tirs sur la population civile, que la situation restait normale et que les écoles restaient ouvertes.
(Deutsche Welle, le 26-04-2025)

Un haut gradé de l'armée russe tué dans l'explosion d'une voiture dans l'est de la région de Moscou...
Les autorités russes confirment la mort d'un haut gradé de l'armée. C'est à la suite de l'explosion d'une voiture près de Moscou. L'incident s'est produit dans la ville de Balachikha, dans l'est de la région de Moscou. Le commissaire russe chargé d'enquêter sur les crimes majeurs a ouvert une enquête pour meurtre. La victime a été identifiée comme étant le lieutenant général Iaroslav Moskalik chef adjoint de la principale direction opérationnel de la Direction générale de l'armée. Les enquêteurs examinent les accusations de meurtre et de contrebande d'explosifs après l'explosion d'une Volkswagen *Golf* à l'extérieur d'un immeuble d'habitation.
(Deutsche Welle, le 26-04-2025)

… ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT …

Une nouvelle fois Pete Hegseth aurait utilisé la messagerie *Telegram* pour diffuser des informations à des personnes non habilitées...
Un porte-parole du ministère américain de la Défense a déclaré qu'il n'y avait aucune information classifiée dans aucune conversation *Signal* du secrétaire à la Défense Pete Hegseth. Le porte-parole en chef du Pentagone, Sean Parnell, a publié une déclaration dimanche après que le *New York Times* a rapporté que Pete Hegseth a partagé des informations liées aux opérations militaires américaines au

Moyen-Orient dans le groupe de discussion qui comprenait des membres de sa famille. Sean Parnell a déclaré que les médias répètent leurs « âneries en prenant avec enthousiasme les griefs d'anciens employés mécontents comme seules sources pour leurs articles ». Il faisait apparemment référence aux hauts fonctionnaires du ministère qui ont été licenciés ou ont démissionné récemment. Le porte-parole a déclaré que les médias « se sont uniquement appuyés sur les propos de personnes qui ont été licenciées cette semaine et qui semblent avoir un motif pour saboter le programme du secrétaire et du président ».
(Radio Japon international, le 21-04-2025)

Le rédacteur en chef du magazine *The Atlantic* ne serait pas le seul à avoir reçu des informations confidentielles à propos de l'attaque américaine au Yémen du 15 mars dernier. Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, en aurait aussi communiqué des détails à des membres de sa famille et à son avocat personnel a révélé le *New York Times* dimanche. Citant quatre sources au fait de ce dossier, le quotidien new-yorkais rapporte que M. Hegseth aurait notamment divulgué l'horaire de vol des avions de chasse utilisés lors de cette attaque à sa femme, à son frère et à son avocat dans une conversation de groupe sur *Signal*, une application de messagerie cryptée. Ces échanges de messages auraient eu lieu environ au même moment que ceux auxquels a assisté Jeffrey Goldberg, du magazine *The Atlantic*, qui a été ajouté par erreur à un groupe *Signal* dans lequel des dirigeants échangeaient sur le plan de la même attaque. Ce groupe a été créé par M. Hegseth avant même qu'il soit confirmé comme secrétaire à la Défense. Il contenait une douzaine de membres de son entourage professionnel et personnel, et était consacré aux échanges administratifs de tous les jours selon le *New York Times*, dont les informations ont été confirmées par le réseau *CNN*. Pete Hegseth utilisait cette conversation sur son téléphone personnel, même si des conseillers lui auraient recommandé de s'en servir sur son téléphone gouvernemental. Quelques jours avant l'attaque, on lui avait recommandé de ne pas échanger à propos de tels dossiers sur *Signal* selon le *New York Times*. La femme de M. Hegseth, Jennifer Rauchet, est une ancienne productrice de *Fox News*. Elle a été critiquée à plusieurs reprises pour avoir suivi son mari dans des réunions confidentielles avec des chefs d'État étrangers. Son frère, Phil, est agent de liaison pour le département de la Sécurité intérieure et est conseiller principal au département de la Défense. Son avocat, Tim Parlatore, est devenu commandant pour le Corps du juge-avocat général peu avant l'attaque du 15 mars. Rien n'indique que leur tâche nécessitait qu'ils soient informés des plans militaires américains selon le *New York Times*. Un responsable du gouvernement a assuré au quotidien que le groupe de discussion était informel et que les échanges ne contenaient rien de classifié.
(Radio Canada international, le 21-04-2025)

Le quatrième satellite espion sud-coréen placé sur orbite avec succès...
La Corée du Sud a réussi à lancer aujourd'hui son quatrième satellite de reconnaissance depuis la base spatiale de Cape Canaveral, en Floride, aux États-Unis. Il a décollé, à 9h48, heure de Séoul, à bord d'une fusée *Falcon 9* de SpaceX, et a été placé en orbite à 10h03, avec succès, avant de communiquer, à 12h27, avec une station au sol. Fabriqué dans le pays, le nouveau satellite espion a été transporté vers les USA le mois dernier. Et la dernière répétition avant son décollage a eu lieu le 16 avril. Ce lancement s'inscrit dans le cadre du *Projet 425* de l'armée sud-coréenne, qui veut se doter de satellites militaires de taille moyenne et grande. Le premier, lancé en décembre 2023, a commencé sa mission en août dernier. Le deuxième et le troisième l'ont été respectivement en avril et en décembre derniers. Le quatrième, comme les deux précédents, est équipé d'un radar à synthèse d'ouverture (SAR) permettant de capturer, jour et nuit, des images haute résolution de la surface de la Terre, quelles que soient les conditions météo. L'armée a annoncé qu'il deviendrait désormais possible de détecter les signes de provocation du Nord, de façon plus précise et plus rapide. Elle projette de lancer, avant la fin de l'année, le cinquième et dernier prévu par la première étape du *Projet 425*. Séoul s'attend à pouvoir, à terme, surveiller, toutes les deux heures, des sites et des cibles précis au nord de la péninsule.
(KBS World Radio, le 22-04-2025)

Les Pays-Bas seraient une cible intéressante pour les hackers russes selon les services de renseignement néerlandais...
Pour la première fois une cyberattaque de hackers russes présumés s'est produite aux Pays-Bas. Les services de renseignement néerlandais ont révélé qu'une structure publique du pays, sans préciser

laquelle, a été visée par des pirates informatiques supposés. C'était l'an dernier. Un acte de sabotage inédit. Les autorités hollandaises estiment dans un rapport que les Pays-Bas sont une cible intéressante pour Moscou. D'une part à cause de son soutien à l'Ukraine, et d'autre part du fait de la présence de plusieurs sièges d'organisations internationales à La Haye comme la CPI. La ville de Rotterdam, dont le port est essentiel pour le commerce, abrite aussi des entreprises de la haute technologie.
(Deutsche Welle, le 22-04-2025)

La guerre hybride russe contre l'Europe aurait déjà débuté selon un journaliste bulgare...
Selon le journaliste d'investigation Christo Grozev, la guerre hybride est pour la Russie une idéologie et une industrie. Il s'est exprimé devant les députés européens de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie. Son intervention a été en ligne pendant la réunion consacrée aux menaces hybrides russes dont l'Europe est la cible, comme annoncé par l'agence *BTA*. « Qu'on se le dise, c'est une guerre. L'Europe doit reconnaître cette évidence et faire front commun contre ce danger » a appelé Christo Grozev. « Nous sommes tombés sur un document russe qui explique que semer le doute et la confusion doit être considéré comme une victoire, et que la peur suscitée par des alertes à la bombe, des *Deep Fakes* et d'autres moyens d'intimidation est d'une importance capitale ». De l'avis du journaliste bulgare, la Russie porte la responsabilité des sabotages en Europe dont la fréquence augmente dernièrement. « La Russie a commencé à attaquer des sites militaires européens bien avant 2022 » a-t-il indiqué, citant l'exemple de l'explosion dans les entrepôts de munitions en Bulgarie et en République tchèque, et la tentative d'assassinat de l'armurier bulgare Emilian Guébrev. « La Russie manipule activement la politique européenne, elle soudoie des hommes politiques, elle s'est ingérée dans les élections en Moldavie et Roumanie » a ajouté Christo Grozev, rappelant le procès en Grande-Bretagne contre des ressortissants bulgares, accusés d'espionnage au profit de la Russie.
(Radio Bulgaria, le 23-04-2025)

Les services de renseignement néerlandais accusent l'Iran d'être derrière des tentatives d'assassinat en Europe...
L'ambassade d'Iran aux Pays-Bas a fermement rejeté les accusations évoquées dans le rapport annuel du Service néerlandais de renseignement général, qualifiant toute implication de l'Iran dans des tentatives d'assassinat en Europe d'infondée. Dans un communiqué, la mission diplomatique, a annoncé le jeudi 24 avril, que le Service général de renseignement et de sécurité (*Algemene Inlichtingen-en Veiligheidsdienst* ou AIVD) avait formulé des allégations sans fondement à l'encontre de l'Iran, concernant deux tentatives d'assassinats en Europe. « 'Iran, lui-même, est la plus grande victime du terrorisme et, plus que tout autre pays, il possède une volonté ferme de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes » précise le communiqué. Ledit rapport annuel mentionne deux individus, arrêtés en juin 2024, accusés d'avoir tenté d'assassiner un ressortissant iranien résident aux Pays-Bas. Ces allégations ont conduit le ministère néerlandais des Affaires étrangères à convoquer l'ambassadeur d'Iran auprès du pays concerné. Le communiqué de l'ambassade iranienne à Amsterdam précise : « Les accusations infondées ne sont rien d'autre que la tentative de certains individus de se faire passer pour des victimes et d'obtenir des avantages ou une position politique auprès du gouvernement hôte ». L'ambassade a également exprimé son regret quant à la présence de nombreux individus et organisations impliqués dans des actes de nature terroriste sur le territoire iranien qui opèrent désormais en Europe sous la protection de gouvernements occidentaux. Elle a par ailleurs signalé que les auteurs de ces attaques sont fréquemment à l'origine d'accusations infondées à l'encontre de l'Iran.
(Press TV, le 25-04-2025)

… MILITAIRE …

Selon un rapport du département d'État américain, la Corée du Nord disposerait d'armes biologiques depuis les années 1960...
Les États-Unis estiment que la Corée du Nord dispose d'un programme d'armes biologiques depuis au moins les années 1960. C'est ce qu'indique un rapport publié mercredi dernier par le département d'État américain, portant sur le respect des engagements en matière de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement. Washington accuse Pyongyang de violer les articles 1 et 2 de la Convention sur les armes biologiques (CABT), en affirmant que le pays communiste possède les

capacités techniques nécessaires à la production de bactéries, de virus et de toxines à des fins militaires. Comme dans son rapport précédent, le département d'État précise que le régime de Kim Jong-un serait en mesure de modifier génétiquement des agents biologiques en s'appuyant sur des technologies comme les « ciseaux génétiques », mentionnées dans des publications de l'Académie des sciences de l'État nord-coréen et d'autres sources. Le rapport ajoute qu'il est très probable que le royaume ermite cherche à militariser ces agents biologiques à l'aide de dispositifs non conventionnels, tels que des pulvérisateurs ou des stylos injecteurs de poison. Ces équipements auraient déjà été utilisés pour diffuser des agents chimiques, et pourraient également servir à transporter discrètement des substances biologiques.
(KBS World Radio, le 21-04-2025)

Cap sur l'indopacifique pour un groupe aéronaval de la Royal Navy...
Un porte-avions de la marine britannique a appareillé pour une mission dans l'Indopacifique. Il devrait mener des exercices avec notamment les Forces d'autodéfense japonaises afin de renforcer la dissuasion. Face à la présence croissante de la Chine, la Grande-Bretagne cherche à accroître son engagement dans la région indopacifique. Londres a fait de la région un pilier permanent de sa politique internationale, invoquant son importance grandissante en matière de sécurité et d'économie. Le navire amiral *HMS Prince of Wales* a quitté Portsmouth, dans le sud de la Grande-Bretagne, mardi, pour diriger un groupe aéronaval. Il devrait participer à des exercices conjoints et à d'autres activités aux côtés de treize pays, dont le Japon, les États-Unis et l'Australie. Il devrait également faire escale au Japon cet été. Il s'agit du deuxième déploiement du groupe aéronaval britannique dans la région indopacifique. Le premier avait eu lieu en 2021, sous la direction d'un autre porte-avions de la même classe.
(Radio Japon international, le 23-04-2025)

Le déploiement au Japon de bombardiers stratégiques américains B-1B vivement critiqué par la Corée du Nord...
La Corée du Nord a dénoncé le déploiement par les États-Unis de bombardiers stratégiques B-1B sur une base états-unienne située dans le département d'Aomori, au nord du Japon. Le Commandement indopacifique des États-Unis a déclaré que des avions B-1B *Lancer* de l'armée de l'air et des aviateurs étaient arrivés à la base aérienne de Misawa le 15 avril afin de soutenir les efforts des forces états-uniennes, notamment dans le cadre d'entraînements avec des alliés et des partenaires. Dans un article publié vendredi, l'agence de presse officielle nord-coréenne *KCNA* a affirmé que le stationnement des bombardiers états-uniens pourrait devenir un déploiement à long terme au Japon. Elle a estimé que cette décision visait à aggraver les tensions dans la région en utilisant le Japon et la Corée du Sud comme avant-postes. L'article mettait en garde les États-Unis contre les réactions négatives de la population de la région face à leurs manœuvres. Le B-1B *Lancer* est connu pour sa capacité à atteindre rapidement la péninsule coréenne tout en transportant plusieurs dizaines de tonnes de munitions.
(Radio Japon international, le 25-04-2025)

La Corée du Nord a vivement critiqué le déploiement des bombardiers stratégiques américains B-1B au Japon, estimant que cela menaçait la sécurité régionale. Elle l'a qualifié non pas d'une simple démonstration de force, mais d'une installation à long terme des actifs stratégiques américains dans la région Asie-Pacifique. La *KCNA*, l'agence de presse officielle du pays communiste, a mentionné aujourd'hui que, cette année, trois exercices conjoints des B-1B ont eu lieu dans l'espace aérien proche de la péninsule. Elle a souligné que les États-Unis utilisent la Corée du Sud et le Japon comme bases avancées pour intensifier les tensions dans la région, avant d'indiquer que cela entraînerait une riposte des peuples riverains. Selon le commandement de l'Indopacifique des forces américaines, des bombardiers B-1B ont été déployés le 15 avril sur la base américaine de Misawa, dans la préfecture d'Aomori, au Japon. Il s'agit du premier déploiement d'une force opérationnelle de bombardiers (BTF) de l'US Air-Force, dotée d'une capacité de frappe globale, dans l'archipel. Le commandement a expliqué que ce déploiement visait à renforcer la capacité de réponse rapide et déterminée face à tous les défis dans la région indopacifique.
(KBS World Radio, le 25-04-2025)

… L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES …

Plus de 1,5 million de drones auraient été livrés à l'armée russe en 2024...
Le président russe Vladimir Poutine a déclaré que plus de 1,5 million de drones ont été livrés à l'armée du pays en 2024, dépassant ainsi l'objectif qu'il avait fixé à 1,4 million de drones. Il a mentionné ce chiffre dans un discours prononcé lors d'une réunion au Kremlin, mercredi. Une série de questions liées au développement des forces armées et au travail du complexe militaro-industriel ont été abordées lors de la réunion. Selon lui, plus d'un million et demi de drones de différents types ont été livrés à l'armée l'année dernière et envoyés sur la ligne de front tous les jours. Il a ajouté que les drones sont très recherchés sur la ligne de front et qu'ils sont devenus un facteur important dans le succès des combats. Le président russe a déclaré : « La dynamique technologique élevée de nos installations de production a été obtenue, entre autres, grâce au retour d'informations de la ligne de front ». Il a demandé au ministère de la Défense et aux entreprises de l'industrie de la défense de poursuivre leur travail afin de promouvoir le développement et d'augmenter la production de drones sur la base de l'expérience acquise en première ligne. Lors d'une réunion au Kremlin en septembre dernier, le président russe a présenté un plan visant à porter la production annuelle de drones à 1,4 million, soit dix fois plus que les 140 000 produits pendant l'année précédente. Le chiffre de 1,5 million publié mercredi montre que l'objectif a été atteint.
(Radio Japon international, le 25-04-2025)

… CYBERESPACE …

Importante fuite de données après une cyberattaque ayant visé le Sud-Coréen SK Telecom...
SK Telecom a déclaré mardi qu'une attaque par code malveillant, menée samedi dernier par un hacker, avait conduit à la fuite de données telles que des informations liées aux cartes SIM, ainsi que d'autres, personnelles. Le plus grand groupe de télécommunications du pays mène actuellement une enquête pour déterminer si des renseignements sensibles, comme les noms des abonnés ou les numéros de carte d'identité, ont été compromis. L'entreprise a indiqué avoir immédiatement supprimé le code malveillant en question et isolé les équipements suspectés d'avoir été piratés. Elle a aussi souligné qu'aucun cas d'utilisation frauduleuse des informations relatives aux cartes SIM divulguées n'avait été confirmé à ce jour. Pour les abonnés souhaitant renforcer la sécurité de leurs données, un service gratuit de protection des cartes SIM est proposé via le site internet de la société. De son côté, le gouvernement a réagi immédiatement. Le ministère de la Science et des Technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'Agence coréenne pour la sécurité d'internet (KISA), ont exigé dès lundi la conservation et la transmission des données liées à l'incident. Un groupe d'intervention d'urgence a également été mis en place. Si nécessaire, une équipe conjointe public-privé pourrait être mobilisée pour mener une analyse approfondie des causes et prévenir un tel incident.
(KBS World Radio, le 23-04-2025)

Telegram prêt à quitter la France si une porte dérobée devait y être installée à la demande des autorités françaises...
« *Telegram* préférerait quitter un marché plutôt que de miner le cryptage avec des portes dérobées et de violer les droits de l'Homme fondamentaux » a écrit lundi sur *X* son fondateur. M. Durov a fait remarquer que l'Assemblée nationale française avait eu la sagesse de rejeter le mois dernier une proposition de loi visant à interdire le chiffrement, ce qui aurait fait de la France le premier pays à priver ses citoyens de leur droit à la vie privée. Le débat sur le chiffrement a toutefois été relancé après avoir été défendu vendredi dernier par le préfet de police de Paris selon le PDG de *Telegram*. « Il est techniquement impossible de garantir que seule la police puisse accéder à une porte dérobée. Une fois introduite, une porte dérobée peut être exploitée par d'autres parties, qu'il s'agisse d'agents étrangers ou de pirates informatiques. Par conséquent, les messages privés de tous les citoyens respectueux de la loi peuvent être compromis » a écrit M. Durov. Il a ajouté que la loi serait inefficace dans la lutte contre le trafic de drogue, car les criminels pourraient, selon lui, continuer à communiquer à l'aide de petites applications de messagerie, échappant ainsi à toute surveillance. « Conformément à la loi européenne sur les services numériques, *Telegram* ne divulguerait que les adresses IP et les numéros de téléphone des suspects criminels si une décision de justice valide lui était communiquée » a-t-il précisé.
(La voix de la Turquie, le 23-04-2025)

Multiplication des cyberattaques visant les hôpitaux de Taïwan...
Depuis le début de l'année, Taïwan a été le théâtre de plusieurs cyberattaques contre des hôpitaux, dont certaines ont compromis des dizaines de millions de dossiers de patients. Le ministre de la Santé Chiu Tai-yuan, interrogé aujourd'hui par la Commission de la santé et de l'environnement du Yuan Législatif, a expliqué que des systèmes de cybersécurité avancés ont été installés et un protocole national unifié est promu pour faire face aux attaques de type *ransomware*, qui concerne pour l'instant 60 institutions médicales classées comme infrastructures clés de Taïwan. « Il y a pour l'instant 60 hôpitaux concernés. J'espère bien sûr que l'ensemble des hôpitaux puissent être protégés, y compris les plus petits. Tous les hôpitaux traitent de dossiers de patients et devraient donc également être inclus dans le système de protection ». Parmi les attaques les plus graves, citons celle subie par l'hôpital Mackay de Taipei, qui a entraîné la fuite de 16,6 millions de données, et celle de l'hôpital chrétien de Changhua, qui a vu ses systèmes complètement paralysés. Plus récemment, l'hôpital Changshen de Taoyuan a également été piraté, compromettant 80 000 dossiers supplémentaires. Le point commun de ces attaques est l'utilisation du *ransomware Crazy Hunter*, qui a mis les autorités sanitaires en état d'alerte. Selon le ministre, le gouvernement a réagi en envoyant des experts en cybersécurité dans les hôpitaux touchés et a travaillé sur des stratégies visant à les rendre plus résistants : cryptage des données, sauvegardes constantes et capacité de récupération agile face à de nouvelles menaces. Il a également été souligné que de nombreux hôpitaux s'appuient sur des fournisseurs externes pour stocker des informations sensibles, ce qui représente une faiblesse.
(Radio Taïwan international, le 23-04-2025)

Le système des statistiques électorales sud-coréen cible d'une cyberattaque...
La Commission électorale nationale (NEC) a annoncé qu'une attaque informatique avait visé le système des statistiques électorales de son site officiel. Cette tentative malveillante a été détectée mardi, à partir de 14h40, pendant environ trois heures. Toutefois, grâce à une intervention rapide, notamment par le blocage de l'adresse IP, aucun dommage n'a été causé. La NEC a renforcé la surveillance et n'observe depuis aucune anomalie supplémentaire. La Commission a affirmé prendre très au sérieux les cyberattaques du système électoral à 40 jours de la présidentielle anticipée et que la police avait démarré son enquête.
(KBS World Radio, le 24-04-2025)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée
en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com
Comité de rédaction : Julia Charret, Éric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com

Cf2R

Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale qui a pour objectifs :
- le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale,
- l'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.),
- la démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

—

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Élysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30
www.cf2r.org

Le Nexus des Ombres

Michel Gauthié

Le récit :

Alors que la classe politique, minée par la corruption et l'indifférence, enfonce le pays dans la crise, Michel Gauthié dévoile l'envers du pouvoir dans son thriller glaçant : « Le Nexus des Ombres ». Ce roman noir audacieux explore les sinistres alliances qui se tissent entre les élites complaisantes et les puissants groupes criminels, soulevant des questions dérangeantes sur la moralité et la justice.

Alors que la déliquescence de l'État se poursuit, certains membres des services secrets, complices de cette collusion perfide, se retrouvent pris au piège d'un cercle vicieux où le pouvoir s'entrelace avec le crime. L'intrigue, palpitante et intemporelle, nous plonge au cœur d'une société où l'anarchie et la corruption semblent devenir des remèdes à la désespérance.

À travers une plume acérée et des personnages d'une humanité saisissante, Michel Gauthié nous pousse à méditer sur les conséquences de cette « mexicanisation du pays ».

À la fin de ce récit sombre, le lecteur se retrouve face à une question troublante : et si cette dérive chaotique, née de l'effondrement de l'autorité gouvernementale, devenait paradoxalement le dernier rempart contre la déliquescence de nos sociétés, un chaos agissant comme un coupe-feu empêchant un effondrement total ?

« Le Nexus des Ombres » dépasse largement le cadre du roman noir ; c'est une réflexion sans complaisance sur les dérives contemporaines et un miroir tendu à une société en quête de repères. Un récit captivant qui tiendra les amateurs de thrillers en haleine jusqu'à la dernière page.

L'auteur :

Michel Gauthié a officié, plus de trente ans, dans les services de renseignement français. Il a commencé sa carrière dans le contre-espionnage au sein de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Par la suite, il a intégré la division chargée de la lutte contre le terrorisme à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

amazon.fr

https://urls.fr/iQeiJm